

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 200 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 3023 - Prix : 1€

Pas de sauveur suprême

Travailleuses, travailleurs,

sauvons-nous nous-mêmes!



À propos du recrutement
d'ouvriers agricoles
saisonniers étrangers

Page 7

GHER : danger au
bloc opératoire

Page 9

Afrique du sud
Manifestations
xénophobes

Page 11

Travailleuses, travailleurs, sauvons-nous nous-mêmes !

Marine Le Pen se présentera donc à l'élection présidentielle pour le Rassemblement national, alors que la cour d'appel l'a condamnée à trois ans de prison pour avoir détourné 4 millions d'euros quand elle était députée européenne.

Après Mélenchon, un cheval de plus se met donc sur la ligne de départ. Il faudra attendre plusieurs mois pour savoir qui représentera finalement la droite et la gauche, encore noyées sous le trop-plein de candidats. Mais le cirque électoral est lancé.

Les promesses, les engagements solennels et les programmes chiffrés au centime près commencent à tomber sur l'air bien connu de « avec moi, tout va changer ».

Les guerres succèdent aux guerres, de plus en plus meurtrières et barbares. Les catastrophes énergétiques, climatiques, sanitaires, agricoles s'enchaînent et se conjuguent. Quand une entreprise ouvre, cinq ferment. Le tout, sur fond de chômage de masse, d'inégalités et de pauvreté extrêmes avec ce que cela charrie de préjugés réactionnaires, de comportements asociaux et de trafics.

Tout se détraque. Les milliards qui manquent cruellement aux hôpitaux, aux salaires, à l'éducation et à la protection des enfants ou à la transition climatique sont dépensés en armement. La jeunesse est de plus en plus violente, nous dit-on, mais les gouvernants expliquent aux jeunes qu'ils doivent se préparer à faire la guerre !

La société et le monde entier courent vers le précipice. Et ce n'est pas par manque d'argent et de moyens mais parce que la grande bourgeoisie, les Arnault, Dassault, Mulliez, Bolloré, Saadé... accaparent les milliards issus de l'exploitation des travailleurs à l'échelle du monde. Et c'est cette petite minorité qui fait obstacle à l'organisation collective, pensée et raisonnée de l'économie et de la société.

Tant que les capitalistes milliardaires domineront, le locataire de l'Élysée ne pourra que courir après les crises gravissimes et, surtout, il les fera payer aux travailleurs.

C'est le projet explicite d'Édouard Philippe. Mais c'est aussi ce que fera le RN. Plus Bardella/Le Pen se rapprochent du pouvoir, plus ils épousent le programme du Medef. Bardella est d'ailleurs déjà en train d'abandonner la retraite à 62 ans. Quant aux investissements qu'ils promettent de faire, par exemple dans un plan climatisation, ils prévoient, comme toujours, de les financer en faisant les poches des plus pauvres. Derrière les attaques contre les droits des travailleurs immigrés, qui sont déjà les plus mal payés et font les travaux les plus durs, c'est nous tous qu'ils visent.

Mélenchon promet, lui, de concilier grand patronat et travailleurs, bons salaires et dividendes, bonnes conditions de travail et compétitivité. C'est chose impossible. Sa proposition de smic à 1700 euros net prouve qu'il est prêt à ménager le patronat... aux dépens des travailleurs, qui resteront dans la misère. Quant à faire croire qu'on pourrait avoir la paix et une véritable bifurcation écologique sans une véritable révolution de tout le système, c'est mentir.

Plutôt que de chercher un sauveur qui viendrait d'en haut, plutôt que de se diviser en choisissant entre des promesses creuses, les travailleurs doivent s'organiser pour mener la lutte de classe jusqu'au renversement du capitalisme.

Le monde du travail est capable de faire ce qu'aucun président de la République ne fera : s'affronter réellement avec la bourgeoisie et son système et imposer une direction et une gestion collectives de la société.

Les travailleurs produisent tout et font tourner la société. Personne ne connaît mieux qu'eux les besoins et les problèmes des classes populaires. Eh bien, ils doivent diriger !

Faire naître un véritable gouvernement de travailleuses et de travailleurs pour réorganiser l'économie et refonder des relations sociales saines, voilà la seule, la vraie perspective valable pour la grande masse de la population !

Ce sont ces idées communistes, révolutionnaires et internationalistes que Lutte ouvrière défend depuis toujours et que nous affirmerons encore lors de l'élection présidentielle de 2027, puisque je serai candidate.

À la différence de ceux qui se présentent en sauveurs suprêmes, j'en appellerai à l'organisation et à l'action consciente du camp des travailleurs pour changer leur sort et l'avenir de la société.

Nathalie Arthaud

Accidents du travail : le gouvernement veut faire payer les victimes

Après s'être attaqué aux arrêts maladie, le gouvernement s'en prend maintenant aux accidentés du travail.

Le ministre du Travail demande aux syndicats et au patronat qui gèrent la branche Accidents du travail - Maladies professionnelles de la Sécurité sociale de faire 800 millions d'euros d'économies, et menace de prendre des mesures par décret s'ils ne lui donnent pas satisfaction.

Alors qu'il y a deux morts et cent blessés graves par jour au travail, c'est une baisse des indemnités

qui se profile. La principale mesure envisagée est de faire passer le plafond des indemnités de trois fois le smic à 1,8 fois. Ceux dont le salaire est supérieur à ce plafond devraient ainsi leurs indemnités réduites. La fiscalisation de ces indemnités, aujourd'hui exonérées d'impôts, pourrait diminuer encore ce que touchent les accidentés.

La branche Accidents du travail - Maladies professionnelles a longtemps été bénéficiaire, du fait de la pression permanente du patronat sur les travailleurs pour qu'ils ne déclarent pas les accidents et de son acharnement à ne pas reconnaître les

maladies professionnelles. Le gouvernement ne se gênait alors pas pour piocher dans l'excédent. Il se trouve que, cette année, elle est déficitaire, malgré les pressions à la sous-déclaration qui continuent. Le gouvernement demande donc sans vergogne aux victimes de boucher le trou.

Estropiées par la course au profit et appauvries par les mesures gouvernementales, les victimes de la rapacité patronale subiraient ainsi une double peine. Un scandale !

Baisse des contrats PEC : pour quelques canons de plus...

La décision du gouvernement de diminuer drastiquement le nombre de contrats PEC (Parcours emploi compétences), qui passe de 10 000 en 2025 à 4000 cette année, affecte les 24 communes de l'île et les intercommunalités qui doivent se répartir 800 contrats, d'une durée de six mois, financés à seulement 40% par l'État.

À Bras-Panon, par exemple, le quota de PEC passe de 150 à 11. Comme toutes les communes, celle-ci ne pourra pas compenser la perte de ces emplois qui venaient en appui aux autres personnels. Le surcoût lié au seul personnel des écoles dépasserait le million d'euros. La ville a créé seulement 70 postes en CDD. À Saint-Benoît, le maire Selly avoue ne pas pouvoir combler la perte de 1,454 million d'euros sur une année.

La baisse de ces contrats aidés dont les bénéficiaires intervenaient principalement dans les écoles, dans la garderie, dans l'animation dans l'entretien des espaces publics ou

encore dans l'animation, a commencé à produire ses effets.

À Saint-Joseph, les jeudi 2 et vendredi 3 juillet 2026, les parents d'élèves ont été obligés de récupérer leurs enfants le midi. Dans un communiqué, la ville a annoncé ne pas pouvoir assurer le service de restauration scolaire dans les établissements de son territoire.

En août, l'organisation quotidienne de la rentrée et le maintien des services autour des enfants risquent d'être fortement perturbés partout dans l'île.

Outre les conséquences pour les parents qui en pâtiront sans doute, la disparition de ces emplois, même précaires, est une perte sèche pour des jeunes, des pères et des mères de familles des classes populaires qui peinent déjà à joindre les deux bouts.

C'est encore aux travailleurs que le gouvernement fait payer le prix fort ses dépenses par centaines de milliards pour arroser le grand patronat sous formes de cadeaux divers, pour préparer la guerre, etc.

Mais Les maires et députés qui ne dénoncent pas cette gabegie mor-

tifère peuvent toujours se plaindre de la diminution des dotations sociales, ils en sont complices. D'autant plus quand ils applaudissent les mesures favorables aux capitalistes, comme la zone franche urbaine nouvelle génération (ZFANG) de l'Est qui privent ces communes de rentrées d'argent qui n'auraient pas fait de mal à leurs budgets !

Pour défendre les emplois et leur pouvoir d'achat, les travailleurs doivent compter sur leurs propres capacités à se mobiliser et non sur ces politiciens qui font mine de s'agiter en paroles contre les décisions gouvernementales néfastes aux classes populaires, mais qui sont dans les faits au service du patronat.



Carburants : une baisse qui n'efface pas la hausse !

Fin juin, les services de la préfecture nous annonçaient triomphalement une « forte baisse des carburants » au 1er juillet. Le litre de gazole était annoncé à 1,53 € au lieu de 1,71 € et celui du sans-plomb à 1,82 € au lieu de 1,94 €.

Ce geste généreux, nous expliquaient-ils, était dû à la « libération » du détroit d'Ormuz.

Espéraient-ils ainsi nous faire oublier qu'en mars de cette année le prix du gazole était à 1,22 € et celui de l'essence à 1,51 € ?

Même avec ces diminutions de prix, l'État et les compagnies pétrolières continuent à nous faire les poches et à empocher des milliards supplémentaires. Remboursez !



Programme du Medef : il en veut toujours plus

Le Medef a publié la semaine dernière un plan d'économies pour les finances publiques. Une cinquantaine de mesures qui permettraient, selon lui, d'économiser 44 milliards l'année prochaine et 100 milliards d'ici à 2030.

Ce plan reprend la proposition du patronat sur la protection sociale, qui consiste à diminuer massivement les cotisations sur les salaires, de 16 milliards pour la part patronale et de 9 milliards pour la part salariale. Cela serait compensé en augmentant la TVA de plus de 2 points (19 milliards) et en alourdissant la fiscalité des retraités (6 milliards). Cette économie massive pour les patrons serait donc payée par tous les consommateurs avec la TVA, et par les retraités. Mais cette partie du plan ne change rien au budget de l'État.

Pour diminuer le déficit public, le Medef n'accepte aucun impôt supplémentaire pour le patronat. Au contraire, il veut supprimer la surtaxe sur les bénéfices des grandes entreprises et diminuer les

impôts de production de 6 milliards d'euros l'an prochain, et 10 milliards en 2030.

Le gros des économies proposées se ferait sur les fonctionnaires, dont les salaires et les avancements seraient gelés. Un départ en retraite sur deux ne serait pas remplacé, un sur trois dans les hôpitaux. La deuxième grosse source d'économies vise les retraités : relèvement de l'âge de départ à 65 ans, gel des pensions pour 2027.

Le MEDEF veut aussi diminuer les dépenses de santé, baisser les remboursements et les arrêts de travail, diminuer les droits au chômage, geler les prestations sociales, diminuer les subventions de l'État aux associations... La société peut bien s'enfoncer dans la crise, les hôpitaux manquer dramatiquement de moyens, les classes populaires être plongées de plus en plus dans la pauvreté. De tout cela, le Medef s'en moque, il en veut toujours plus !

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

PLACE CARRÉ CATHÉDRALE SAINT-DENIS

SAMEDI 25 JUILLET de 16H30 à 18H00

SAMED 8 AOÛT de 16H30 à 18H00

Pour nous contacter :

e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org

Impression spéciale *Lutte ouvrière*
Commission paritaire n° 1019C85576
Directeur de publication : Didier Lombard
Tirage : 100 exemplaires
ISSN : 2552-7282

RN : Le Pen candidate pour servir la bourgeoisie

Quelques heures après le jugement de la cour d'appel de Paris, le 7 juillet, sur l'affaire des assistants parlementaires européens du Front national, Marine Le Pen annonçait sa candidature à l'élection présidentielle au JT de TF1.

La cour d'appel a confirmé la condamnation pour détournement de fonds publics de douze cadres du RN. Mais elle a soigneusement calibré la peine de Marine Le Pen pour lui permettre d'être candidate à l'élection présidentielle. Elle l'a même revendiqué en invoquant « la liberté des candidatures » et « le libre choix des électeurs ». La dirigeante du RN, après avoir été rejugée dans un délai record dont rêverait n'importe quel justiciable ordinaire, a donc vu sa peine fortement réduite. Elle a été condamnée à 45 mois d'inéligibilité, dont 15 mois ferme, et à trois ans de prison, dont un an ferme exécutable sous bracelet électronique.

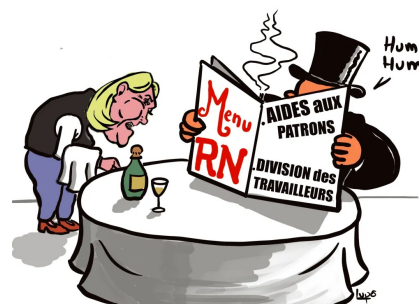
Forte de ce jugement qui met un terme à sa période d'inéligibilité, Marine Le Pen annonçait dès 20 heures qu'elle se pourvoyait en cassation. Un tel pourvoi, qui devrait intervenir après l'élection, suspendrait sa peine et donc le port d'un

bracelet. La justice est décidément bien faite pour les puissants disposant d'une armée d'avocats, surtout quand ils apparaissent aux yeux de toute une fraction de l'appareil d'État comme un recours possible face à la crise politique du pays.

Le suspens entretenu entre le plan A-Le Pen et le plan B-Bardella étant levé, le duo peut donc partir en campagne, bras dessus, bras dessous. Dédaignant les commentaires sur leur rivalité, Le Pen a parlé d'un « ticket gagnant », elle à l'Élysée, lui à Matignon. Autrement dit, les deux larrons se partageront le travail pour tenter de séduire le plus grand nombre d'électeurs. Le Pen, la riche héritière qui a su prendre au bon moment ses distances avec son père, incarnera la continuité historique de son parti tout en cultivant son image de « candidate du peuple ». Bardella continuera à draguer les électeurs de la droite traditionnelle en prônant moins de taxes, des coupes budgétaires massives voire l'introduction de la retraite par capitalisation. Les deux s'inclinent très bas devant le grand capital.

Quant au fonds de commerce permanent du RN, repris jusqu'à la nausée par la plupart de ses concurrents, la xénophobie et la stigmatisa-

tion incessante des étrangers accusés de tous les maux, il rend aussi un immense service au grand patronat. Il divise les travailleurs dans une période où leur unité pour se défendre face aux attaques patronales est plus que jamais nécessaire et il leur fait oublier que les responsables du chômage, des bas salaires et de la vie chère sont les capitalistes.



Loin d'être le parti antisystème qu'il a prétendu être pour attirer les électeurs des classes populaires écœurés par la politique des gouvernements successifs, le RN se prépare donc à gouverner au service de la bourgeoisie. Pour stopper la progression de ces idées et l'évolution réactionnaire de toute la société, la seule voie est que les travailleurs retrouvent la conscience qu'ils font fonctionner toute la société et qu'ils doivent la diriger.

Édouard Philippe : “Horizon” patronal

Le 5 juillet, durant son premier meeting de campagne, l'ex-Premier ministre Édouard Philippe a présenté son programme pour « un redressement français ».

Celui-ci nécessitera, dit-il, un « effort collectif juste ». Il faudra « un peu de sueur » pour redresser les comptes publics, « dans l'intérêt de nos enfants ».

Il n'est pas difficile de comprendre que cet effort ne sera en rien collectif, et que c'est aux travailleurs qu'il sera demandé de suer. Les retraités devront « contribuer davantage au financement de notre modèle social », les « cadres et employés du secteur public et privé » devront

« travailler plus longtemps » a martelé celui qui a défendu le report de l'âge de départ à la retraite à 67 ans, et la retraite par capitalisation. « L'État, ses agences et les collectivités » devront « se serrer la ceinture ». On peut être sûr que les aides aux grandes entreprises ne seront pas concernées par cette cure d'amaigrissement. Il l'a en effet montré en tant que maire du Havre, en offrant, pour ne citer que cet exemple, 285 millions d'argent public pour aider deux multinationales parmi les plus riches au monde, le groupe industriel Siemens et l'armateur MSC.

Il a de quoi rassurer les milieux patronaux : comme Premier ministre

et maire du Havre, il a fait la preuve de sa capacité à mener une politique anti-ouvrière.

Reste à Édouard Philippe la tâche de fédérer la droite autour de lui, contre ses concurrents Attal et Retailleau qu'il devance. L'avenir dira si les divers ralliements dont celui de Laurent Wauquiez, le président du parti Les Républicains qui le considère apte à « incarner l'ordre et le sérieux permettant de redresser la France » le lui permettront.

Mais une chose est sûre, Édouard Philippe a tout du candidat idéal pour la classe patronale.

Forces de répression : tout est permis

Une proposition de loi, portée par les députés de droite et mise à l'ordre du jour par le gouvernement, a été votée le 7 juillet. Elle prévoit d'élargir la possibilité, pour les policiers et gendarmes, de faire usage de leurs armes.

49 personnes ont été tuées au cours d'interventions policières en 2025, dont 19 par des tirs d'arme à feu. Au cours des cinq premiers mois de 2026, 22 personnes ont déjà perdu la vie. Bien sûr, ces chiffres recouvrent des situations très diverses, depuis celle, plutôt rare, où la police

réplique à des malfrats lourdement armés, à celle, malheureusement bien plus courante, où elle tire sur des gens désarmés.

Le cadre actuel permet déjà aux excités de la gâchette sous l'unique forme de tirer sans trop tergiverser. Il autorise par exemple le tir sur des personnes ou des véhicules qui prennent la fuite s'ils sont « susceptibles » de menacer la vie d'autrui. La loi propose d'aller plus loin et d'assurer aux policiers et gendarmes une « *présomption de légitime défense* ». Cette mesure leur permettrait de tirer sans avoir à prouver que

c'était justifié, ce serait au contraire à la Justice, et en fait le plus souvent à la famille de la victime, de prouver que le tir policier n'était pas légitime.

L'État et ses lois étaient déjà du côté des forces de répression. Le gouvernement veut aller plus loin en garantissant par avance l'impunité à tous ceux qui ont envie de jouer les cow-boys. C'est loin d'être une bonne nouvelle pour la sécurité, en particulier dans les quartiers populaires.

Macron : au marché à Damas

Pour la première visite à Damas d'un chef d'État européen depuis la chute de Bachar el-Assad, Macron a joué son rôle de représentant de commerce des capitalistes français, attirés par le marché de la reconstruction. Le président était accompagné d'une délégation de chefs d'entreprise : CMA CGM, Airbus, TotalEnergies, Thales et d'autres patrons ont participé au forum économique franco-syrien organisé à cette occasion et négocié des contrats.

Après quinze années de guerre, la Syrie est ravagée. Routes, réseaux d'eau et d'électricité, hôpitaux ou usines sont à reconstruire. Les besoins sont évalués à 216 milliards de dollars par la Banque mondiale, dont 7 milliards pour le seul réseau électrique. Depuis la levée de l'essentiel

des sanctions occidentales, les multinationales américaines, turques, chinoises ou des monarchies du Golfe se disputent ce marché, qui reste encore largement virtuel vu l'absence de moyens financiers de l'État syrien. Macron est venu aider les capitalistes français à y prendre leur place.

Il renoue ainsi avec une vieille tradition, car les intérêts français en Syrie sont anciens. Les gouvernements français ont longtemps entretenu de bonnes relations avec la dictature d'Hafez el-Assad et, en 2008 encore, Sarkozy avait invité son fils et successeur Bachar el-Assad au défilé du 14 juillet. Pendant toute la guerre, CMA CGM a conservé sa concession du port de Lattaquié. Lafarge a financé indirectement l'organisation État islamique

pour maintenir en activité sa cimenterie de Jalabiya, avant d'être condamné par la justice. TotalEnergies, qui était l'un des principaux producteurs de gaz et de pétrole dans le pays, a dû suspendre ses activités pour se conformer aux sanctions européennes contre le régime.

Face aux dizaines de milliards que ces multinationales rêvent d'encaisser, les 50 millions d'euros saisis par la justice française à la famille Assad, dont Macron a annoncé la restitution à la Syrie, sont dérisoires.

Pour les Syriens, les ruines sont le résultat de quinze années de guerre. Pour les grandes puissances et leurs multinationales, elles sont un marché à conquérir.

Millionnaires : la fabrique tourne à plein régime

Tandis que le monde s'enfonce dans les guerres et les crises, que des centaines de millions de femmes, d'hommes et d'enfants ne mangent pas à leur faim et que le climat se détraque, il est un groupe d'êtres humains pour qui la vie est belle : les millionnaires, de plus en plus nombreux et de plus en plus riches.

L'année 2025 a en effet compté un nouveau millionnaire toutes les trente secondes dans le monde. Ils

sont 182 000 en France, et 25,3 millions dans le monde, soit à peine 1,5 % de la population adulte mondiale qui concentre ainsi 50 % de la richesse mondiale.

La hausse de leur patrimoine est particulièrement marquée pour ceux d'entre eux qui disposent de plus de 5 millions de dollars. Ces derniers vivent essentiellement de leurs actifs financiers, c'est-à-dire de la hausse du cours de leur portefeuille d'investissements.

Ils s'enrichissent donc en dormant.

Pendant ce temps-là, des milliards de travailleurs à travers le monde ne dorment pas, eux : c'est justement de leur travail que proviennent les richesses que les capitalistes accaparent et se disputent en les jouant en Bourse. C'est cela, le ruissellement capitaliste : la richesse va du travail de tous vers la fortune de quelques-uns.

CMA CGM : Notre-Dame des profits

Le 2 juillet au Havre, CMA CGM a baptisé son nouveau géant des mers construit en Chine. Le Notre-Dame, long de 400 mètres, pourrait largement contenir la cathédrale du même nom. Il fera la navette entre l'Asie et l'Europe, chargé de 24 000 conteneurs.

CMA CGM en attend encore neuf de la même série, capables chacun de déplacer, en quelques semaines, 200 000 tonnes de marchandises d'un continent à l'autre. Des capacités techniques impressionnantes sont ainsi mises au service des grands groupes capitalistes. Quant aux questions sociales et écologiques, aux dangers que représentent de tels monstres des mers, aux fonds publics mobilisés, il n'en

est pas question.

Au baptême, derrière le curé recruté pour l'occasion, posaient Rodolphe Saadé, patron de CMA CGM, dont la famille contrôle le groupe, et le petit monde patronal et politique : Delphine Arnault, héritière LVMH et PDG de Christian Dior Couture, marraine du bateau, Brigitte Macron, Édouard Philippe, maire du Havre en campagne présidentielle, ainsi que quelques ministres pour compléter la photo. Le tout dans un décor tricolore, jusqu'aux conteneurs bleu-blanc-rouge empilés sur le pont.

Côté patriotisme, le navire sera enregistré au RIF, le registre international français, que CMA CGM agite même s'il ne concerne qu'une petite fraction de sa flotte : une trentaine de navires, sur plus de 650. De plus,

le RIF est fait pour que la majeure partie de l'équipage soit payée au tarif international, soit la moitié du smic. La loi française offre de plus un régime fiscal particulièrement favorable avec la « taxe au tonnage », niche fiscale cousue main pour les armateurs, qui leur permet d'être imposés sur la capacité des navires plutôt que sur les profits. De quoi économiser des centaines de millions d'euros les bonnes années.

Si l'on y ajoute les infrastructures portuaires, les quais et les aménagements adaptés à ces géants, financés par l'État et les collectivités, on comprend mieux pourquoi CMA CGM organise de belles cérémonies bleu-blanc-rouge.

À propos du recrutement d'ouvriers agricoles saisonniers étrangers **Travailleurs français étrangers même combat !**

Mardi 30 juin, des représentants syndicaux et de coopératives agricoles se sont réunis à la DEAL (Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement) sous la houlette du directeur de la DAAF (Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt) à qui ils demandent d'intervenir auprès de l'État pour faciliter l'entrée de travailleurs saisonniers étrangers à La Réunion.

Selon eux il faudrait faire venir des travailleurs saisonniers étrangers pour quelques mois, voire quelques semaines car le manque d'ouvriers, notamment pour couper la canne, la récolte des litchis, et des ananas serait responsable de la baisse des rendements, des serres abandonnées, des terres en friches ou même de la mort des exploitations ! Ce qui est à peine sous-entendu dans ce mensonge c'est qu'il y a 170 000 chômeurs à La Réunion qui seraient trop payés et feignants !

Ce sont là des propos de patrons

à l'affût de toujours plus de profit car chaque année, les cannes sont coupées, les litchis sont « cassés », les ananas, récoltés, etc. par des ouvriers locaux et... étrangers.

Et à quel prix pour les travailleurs ?

Le travail est souvent payé à la tâche pour un salaire en dessous du Smic horaire (environ 12 euros) ! Par exemple, un coupeur est payé entre 14 et 20 euros la tonne pour couper la canne. Celui-ci coupe en moyenne 2 à 2,5 tonnes (en une journée de 6 à 7 heures), voire moins dans des conditions difficiles comme par exemple après le passage du cyclone Garance l'année dernière où les cannes étaient couchées au sol.

Donc, au mieux, l'ouvrier est payé 50 euros la journée de travail, soit à peine plus de 8 euros bruts par heure.

C'est à ce tarif, que les représentants du patronat agricole veulent faire venir la main d'œuvre étrangère, en prétendant la payer « selon le droit français » !

Ainsi, le représentant de l'entre-

prise Philibon spécialisée dans l'export, David Cayrou, déplore qu'il n'y a « *quasiment plus que La Réunion qui ne fait pas venir de main-d'œuvre étrangère pour certains travaux saisonniers* ».

Ils savent bien tous ces exploités que les salaires sont trop bas. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle ils comptent sur l'argent public (CAF, RSA) pour permettre à ces travailleurs de garder la tête hors de l'eau.

Mais en plus de pomper l'argent public ces partisans de la libre entreprise veulent profiter de la vulnérabilité de travailleurs venant de pays plus pauvres.

Ce sont nos frères de classe, nos camarades de galère. Ils doivent trouver ici des camarades de lutte pour imposer ensemble et pour tous des conditions de vie et de travail, des salaires décents.

Reel (La Possession) : un ouvrier gravement blessé, un autre mort, victimes de l'exploitation capitaliste

Jeudi 25 juin, alors que deux ouvriers s'occupaient à charger des poteaux électriques en béton sur le site possessionnais de l'entreprise Reel Electricité (sous traitant d'EDF), ils se sont brutalement retrouvés écrasés sous le poids des deux supports.

L'un des deux travailleurs est mort sur place de la suite de ses blessures, l'autre a été transféré en urgence à l'hôpital, son pronostic vital étant engagé.

Quelles sont les causes de ce drame ? L'enquête menée par l'Inspection du Travail, le médecin lé-

giste et le spécialiste en identification criminelle pourra les indiquer par la suite... à condition qu'elles soient rendues publiques !

Il est possible que les élingues destinées à soutenir la charge des deux poteaux aient lâché ou aient cassé. Étaient-elles en bon état ? Leur état était-il contrôlé régulièrement ainsi que tout le matériel de levage ? Dans quelles conditions travaillaient ces ouvriers, étaient-ils assez nombreux pour effectuer cette tâche ?

Car les accidents de travail ne surviennent pas par malchance,

mais parce que les employeurs économisent sur la sécurité sur les chantiers, dans les entreprises en général, avec pour résultat une forte augmentation des accidents de travail à La Réunion, dont les mortels.

D'ailleurs cet accident mortel n'est pas le premier survenu dans cette entreprise. Il y en a déjà eu un dans les années 2006-2007.

20 ans plus tard ce n'est pas par hasard qu'un tel drame se reproduit c'est que la responsabilité de la direction de Reel est entièrement engagée.

Saint-Benoît : Deux ouvriers gravement blessés sur le chantier de la nouvelle ligne Haute Tension d'EDF



Quatre jours plus tard, un deuxième accident grave se produisait sur le chantier d'implantation de supports de lignes à haute tension dans le quartier Cratère de Saint-Benoît.

Suite à l'effondrement de la grue qu'il conduisait, le grutier s'est retrouvé écrasé dans sa cabine et polytraumatisé et transporté à l'hôpital en urgence absolue, un de ses collègues blessé.

Il est évident que cet accident ne doit, pas plus que le premier, rien au

hasard, mais que la sécurité n'a pas été respectée par la direction de leur entreprise.

Là aussi ce sont les ouvriers qui paient dans leur chair, voire de leur vie, les économies criminelles de leurs patrons.

Ça suffit ! On vient au travail pour gagner sa vie, pas pour la perdre !

GHER de Saint-Benoît : mépris bien affiché

Fin juin, le personnel du GHER a eu la surprise de voir des photographies des agents de l'hôpital exposées dans le hall d'entrée, illustrées par des bulles de dialogue, plus ou moins contestables, sorties de l'imagination de on ne sait trop qui.

Visiblement, la plupart des employés n'étaient pas au courant de que leurs photos allaient être utilisées comme...support de communication.

Devant les protestations des personnes concernées, l'exposition éphémère a été retirée.

Ce qui est bien la moindre des choses ! Car enfin ils se prennent pour qui et ils se croient à quelle époque ceux qui se servent de notre image comme si nous étions leur propriété ?

GHER : danger au bloc opératoire

Les infirmiers du bloc opératoire du Groupe hospitalier Est Réunion, le GHER de Saint-Benoît, ont déposé un préavis de grève pour le lundi 13 juillet. Ils dénoncent un projet de réorganisation de la permanence des soins qui aggraverait encore leurs conditions de travail.

D'après des membres du personnel, certains agents peuvent être amenés à effectuer jusqu'à 56 heures de travail au cours d'une même semaine. C'est huit heures de plus que la limite de 48 heures prévue dans la fonction publique hospitalière, heures supplémentaires comprises.

Travailler 56 heures dans une semaine est déjà épuisant dans n'importe quel métier. Mais, dans un bloc opératoire, les personnels doivent rester concentrés, réactifs et disponibles, parfois durant des interventions longues ou réalisées en urgence. Cette situation met les

agents sous une pression permanente. Elle peut aussi faire peser des risques sur les patients, non pas en raison d'un manque de professionnalisme des soignants, mais parce que la fatigue humaine a forcément des limites.

Les personnels ne demandent pas l'impossible. Ils réclament des effectifs suffisants, des plannings communiqués dans les délais, le respect de leurs temps de repos et une organisation tenant compte des qualifications de chacun. Ils demandent notamment que les effectifs atteignent 25 postes équivalents temps plein pour les infirmiers de bloc opératoire et 13 pour les infirmiers anesthésistes.

Mais la direction veut faire fonctionner les services en demandant toujours plus aux mêmes travailleurs. Le manque de personnel est compensé par des heures supplé-

mentaires, des rappels sur les jours de repos et des semaines à rallonge. Ce sont donc les salariés qui doivent combler, par leur fatigue et leur disponibilité, les postes que la direction refuse de créer.

Les économies réalisées sur les effectifs ont pourtant un coût : celui de l'épuisement des soignants, de la dégradation de leur vie familiale et des difficultés croissantes pour assurer correctement les soins.

Les travailleurs du bloc opératoire ont raison de refuser cette situation.

Dans les hôpitaux comme ailleurs, les directions invoquent les contraintes budgétaires pour imposer des conditions de travail toujours plus difficiles. Mais qui veut d'une société où la santé des travailleurs et celle des patients est sacrifiée au nom d'économies réalisées pour augmenter les budgets militaires ?

DANS LE MONDE

OTAN

Les marchands d'armes comblés

Organisé les 7 et 8 juillet à Ankara en Turquie, le sommet de l'OTAN a été une nouvelle occasion de justifier l'augmentation des dépenses militaires des pays membres.

Sur fond de guerre en Ukraine et sous prétexte de se protéger contre « la menace russe », le discours des dirigeants européens depuis le retour de Trump au pouvoir est une véritable rengaine : il faudrait empêcher le retrait des États-Unis de l'OTAN, comme en menace le président américain en satisfaisant ses exigences en augmentant les dépenses consacrées par chaque État à ses armées.

Tandis que Trump distribue les bons et les mauvais points, le secrétaire général de l'OTAN, le néerlandais Mark Rutte, a mis en avant les 139 milliards d'euros supplémen-

taires consacrés aux armées, dans l'année écoulée, par les pays membres de l'Alliance atlantique autres que les États-Unis. C'est une hausse de 20 % ! Dans tous les pays, alors que, quand il s'agit de financer les services utiles à la population, les dirigeants répètent que les caisses sont vides, les milliards jaillissent par dizaines pour l'armement.

Le sommet d'Ankara a été l'occasion d'annoncer de nouvelles commandes aux industriels. L'enjeu principal y est de savoir quelles firmes emporteront les plus gros contrats. Avec 64 % des achats européens, une proportion en hausse, les marchands d'armes américains tiennent le haut du pavé.

Chaque gouvernement défend bien sûr ses champions nationaux.

Le projet d'avion de combat européen SCAF a été enterré car il faisait de l'ombre à l'avionneur français Dassault. À la veille du sommet de l'OTAN, le gouvernement allemand a annoncé que son budget militaire passera de 110 à 180 milliards d'euros d'ici 2030.

Au-delà de préparer les guerres qu'engendrent les rivalités impérialistes, l'enjeu immédiat de la course à l'armement qui s'accélère partout dans le monde est d'assurer les profits de Rheinmetall ou Thyssen-Krupp Marine en Allemagne, de Dassault ou Thales en France, et de leurs concurrents de diverses nationalités.

Sous la pression de l'impérialisme

Le 18 juin, l'Assemblée nationale cubaine a adopté à l'unanimité un arsenal de 176 mesures économiques visant à ouvrir le marché de l'île aux capitalistes locaux et étrangers.

Ces mesures permettront à des capitalistes d'acheter les entreprises étatiques une fois qu'elles seront devenues des sociétés commerciales et de développer des entreprises sans limitation du nombre des salariés. Les banques privées, nationales ou étrangères, pourront ouvrir et opérer sur l'île. Par ces mesures, le régime cubain invite les capitaux étrangers, ceux de la diaspora, de la bourgeoisie cubaine émigrée aux États-Unis en particulier, à venir s'investir sur l'île, livrant l'économie cubaine à leur rapacité. Si les États-Unis décident sur la base de ces mesures de renouer des relations avec le régime cubain, elles entraîneront un vrai recul pour la population.

Parmi les autres mauvais coups annoncés, les subventions pour l'eau, l'électricité, les loyers, seront supprimées pour l'ensemble des Cubains et réservées uniquement aux plus pauvres.

Le régime cubain espère avec cette ouverture sauver sa propre position alors que la pression impéria-

liste est de plus en plus forte. Depuis janvier, les États-Unis ont d'abord bloqué les importations de pétrole avec pour effet que seul un pétrolier russe a pu faire des livraisons. Toutes les entreprises rattachées directement ou indirectement à l'armée cubaine sont menacées de perdre leurs avoirs ainsi que l'accès aux banques américaines, ce qui les couperait du marché mondial et dégraderait encore l'économie cubaine. Résultat de cette campagne menée pour provoquer l'effondrement économique de Cuba, trois chaînes hôtelières internationales et une banque traitant les transactions Visa et Mastercard pour le compte de la banque d'État se sont retirées du pays. Pour les travailleurs cubains, le quotidien se résume bien souvent à la survie, sous la pression du chômage et de l'inflation galopante, sans électricité

autrement que deux ou trois heures par jour, ni transports. Alors que Cuba était un modèle en matière de santé publique, les opérations dans les hôpitaux, les dialyses deviennent problématiques faute d'électricité ou de pétrole pour les groupes électrogènes.

En invitant la diaspora cubaine, anticastriste, à revenir faire des affaires dans l'île et à exploiter ses travailleurs, le gouvernement cubain espère amadouer l'impérialisme américain pour qu'il relâche sa pression tout en lui permettant de rester au pouvoir. Il n'est pas dit que cela suffise à l'impérialisme, qui a d'ores et déjà répondu en qualifiant ces réformes d'« *écran de fumée superficiel* ». Ce qu'il reproche au régime cubain est simplement d'exister depuis 1959 comme un régime indépendant, qu'il ne contrôle pas.



MAURICE

Démagogie xénophobe du gouvernement

À Maurice, le gouvernement s'est lancé dans la chasse aux travailleurs immigrés sans papiers. La police mauricienne a ainsi arrêté 428 travailleurs en situation irrégulière depuis le 1er janvier de cette année.

Le gouvernement mauricien ne se distingue pas en la matière de la politique menée par quasiment tous les gouvernements dans le monde qui ont décidé de désigner comme

boucs émissaires les travailleurs étrangers plutôt que les capitalistes responsables des crises économiques.

Cette politique est d'autant plus écoeurante qu'à Maurice les profits réalisés par les patrons de la zone franche sont grandement réalisés grâce à l'activité de milliers de travailleurs étrangers exploités dans des conditions de travail indignes.

Ce ne sont pourtant pas ces grands groupes que le gouvernement

mauricien a visés, mais leurs victimes, et aussi démagogiquement les patrons des toutes petites entreprises qui, sans ces travailleurs immigrés, seraient obligés de fermer boutique, mais que le gouvernement menace d'amendes allant de Rs 100 000 à Rs 500 000 (de 1 827,52 et 9 137,61 €) ainsi qu'à une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à cinq ans !

Manifestations xénophobes

En Afrique du Sud, des dizaines de manifestations ont été organisées ces dernières semaines jusqu'à début juillet par des groupes xénophobes exigeant le départ immédiat des travailleurs étrangers, à la suite de quoi on a compté plusieurs morts parmi ces derniers.

De nombreux petits commerces tenus par des immigrés originaires d'autres pays africains (Malawi, République Démocratique du Congo, Mozambique, Gabon, etc.) ont été pillés et même incendiés, leurs propriétaires et leurs familles agressés physiquement.

Face à ce déchaînement de haine, des dizaines de milliers d'immigrés africains, y compris ceux en situation régulière, ont décidé de quitter le pays pour se réfugier comme ils peuvent dans leurs pays d'origine.

Les partis racistes qui organisent ces lynchages et ces mobilisations anti immigrés prétendent que les immigrés « volent » les emplois des travailleurs sud-africains, mais les capitalistes sud africains sont les premiers à utiliser sans vergogne le travail des trois millions de travailleurs immigrés présents dans le pays sans lesquels l'économie sud-africaine ne pourrait atteindre le même niveau de profit qu'aujourd'hui.

Ils bénéficient du soutien tacite du gouvernement africain qui a dépêché sa police dans les townships... pour contrôler les immigrés. La cheffe-adjointe de la police nationale, Tebello Mosikili, osant même affirmer que « la première journée de manifestation avait été très largement pacifique » !

Ceux qui dirigent ces partis méprisent non seulement les tra-

vailleurs immigrés, mais tout autant les travailleurs sud-africains. Le nouveau gouvernement sud africain qui s'est construit sur les débris de l'état raciste de l'Apartheid n'a donc pas mis fin aux rhétoriques racistes, mais cette fois contre les originaires des pays africains étrangers, et en tout cas pas non plus à l'exploitation de la classe ouvrière.

Partis ouvertement racistes et dirigeants de l'état sud africains ne visent en fait tous qu'à diviser les travailleurs pour le plus grand profit des capitalistes opérant dans ce pays.

La classe ouvrière sud africaine a tout intérêt à s'opposer à cette politique fatale qui ne peut que l'affaiblir face à ses exploiters.

GUADELOUPE

EDF : direction et justice veulent se venger de la grève de 2024

En 2024, les ouvriers du centre EDF de Guadeloupe travaillant dans la centrale de production d'électricité de Jarry avaient mené une grève de 80 jours à l'issue de laquelle ils avaient fini par obtenir les rappels de salaires datant de plusieurs années, l'interdiction du dépassement des horaires maximum et des mesures favorables pour les départs à la retraite.

Cette victoire obtenue par la lutte n'avait pas eu l'heur de plaire à la direction EDF qui s'empressa de porter plainte contre une quinzaine de grévistes pour avoir soi-disant outrepassé leur droit à couper l'électricité suite à un black out total survenu un jour sur le réseau.

Mal lui en prit, car un an plus tard, l'Inspection du Travail de Guadeloupe la déboutait de ses demandes de sanctions contre les

grévistes.

Cette direction revancharde a décidé récemment de ré-attaquer les grévistes en réclamant devant les tribunaux correctionnel de Pointe à Pitre le licenciement de plusieurs grévistes. Elle a bénéficié pour cela de l'appui de la procureure de la République qui a repris à son compte l'accusation de mise en danger des malades du CHU, ce qui était faux.

Cette dernière n'a pas hésité à demander le 26 juin dernier à l'encontre de 4 grévistes pas moins de « 18 mois d'emprisonnement avec sursis ainsi qu'une interdiction d'exercer dans la fonction publique », envers le délégué syndical de la centrale « deux ans de prison avec sursis ainsi qu'une interdiction définitive d'exercer dans la fonction publique ». et pour les dix autres grévistes qu'ils soient « poursuivis

pour association de malfaiteurs, leur condamnation à un an de prison avec sursis assorti de cinq ans d'interdiction d'exercer dans la fonction publique ». Rien que ça !

Casser les travailleurs qui luttent pour leurs droits ainsi que leur organisation, tels sont clairement les objectifs de la direction d'EDF, appuyée par la représentante du ministère de la Justice.

Pas plus qu'en 2024, les grévistes d'EDF Guadeloupe n'ont l'intention de se laisser faire et encore moins de perdre leur emploi pour faits d'une grève justifiée. La direction d'EDF Guadeloupe devra compter avec eux !

Samedi 13 juin 2026, 1500 foyers de la commune guadeloupéenne du Gozier étaient privés d'électricité pendant 18 heures à cause d'une rupture au niveau d'un câble électrique souterrain. Le courant ne put être rétabli qu'après des

heures passées à repérer la panne et à la réparer.

Malgré la présence de malades ayant un besoin vital d'électricité dans le quartier, représentants de l'État et procureure n'ont pas jugé bon de demander des comptes à la

direction d'EDF pour absence d'entretien du réseau électrique sous-terrain et mise en danger de ces malades.

Deux poids, deux mesures !

MAYOTTE

Manque de logements, manque de tout : l'État français responsable de l'insécurité

À Mayotte l'habitat précaire et insalubre concerne une grande partie de la population.

La situation d'une grande partie des habitants était déjà dramatique avant le passage du météore. Une étude récente de l'Insee portant sur la période 2023-2024 en a révélé l'ampleur : quatre habitations sur dix était en tôle et le parc social ne représentait seulement que 2 % des résidences principales.

Par ailleurs un quart des ménages de l'île n'avait pas l'eau courante. Dans les maisons en tôle, cette part

atteignait 61 %. Côté électricité, 47 % de ces logements n'était pas raccordés au réseau.

Le passage de Chido a encore aggravé cette situation, mais l'État français consacre aujourd'hui dix fois plus d'énergie à démolir les bidonvilles et à faire la chasse aux immigrés qu'à reloger leurs habitants.

Les personnes les plus impactées par ces conditions de vie inhumaines sont les enfants et la jeunesse en général.

Comment peuvent se développer, comment peuvent étudier dans des

conditions pareilles d'insalubrité et d'insécurité les jeunes de moins de 20 ans qui représentent 55 % de la population ?

L'État pourrait la vie de toute la population, il est le premier responsable de la vie chère, du mal logement et de la délinquance des laissés pour compte. Ses dirigeants cherchent à détourner la colère en dressant les uns contre les autres.

C'est un piège mortel dans lequel les travailleurs ne doivent pas tomber ! Il ne faut pas se tromper d'ennemi...

Coupe du monde de football : gigantesque business pour la fifa et pour les requins capitalistes

Tous les quatre ans, la Coupe du monde de football fait vibrer les adeptes du ballon rond. Des millions de supporters remplissent les stades tandis que plusieurs milliards de téléspectateurs suivent les rencontres derrière leurs écrans. Mais derrière la passion des supporters et le spectacle offert sur les terrains se cache une formidable machine à profits. La FIFA, les grands sponsors, les chaînes de télévision et tout un réseau d'affairistes brassent et encaissent des milliards de dollars.

Selon la FIFA, la Coupe du monde 2022 au Qatar a été suivie par près de 5 milliards de personnes, soit plus de la moitié de la population mondiale. Dans les quartiers, les villages, les cafés ou les places publiques, les travailleurs oublient pendant quelques heures le chômage, les bas salaires, la vie chère ou les guerres. Un but magnifique, une victoire inattendue ou l'exploit d'une

petite nation contre un grand favori font naître une joie collective.

Mais derrière cette immense fête populaire se cache l'un des plus gros marchés du capitalisme mondial. Pour la seule Coupe du monde au Qatar en 2022, la FIFA avait annoncé des recettes supérieures à 7,5 milliards de dollars. Ces revenus provenaient principalement des droits de télévision, du sponsoring, de la publicité, de la vente des billets, des produits dérivés et des licences commerciales. Pour l'édition actuelle, la FIFA prévoit d'encaisser environ 13 milliards de dollars pour elle seule.

Mais les recettes de la FIFA ne sont qu'une partie du gâteau. Car, les grandes chaînes de télévision, les équipementiers sportifs, les plateformes numériques, les agences de publicité, les sites de paris, les compagnies aériennes, les chaînes hôtelières et les multinationales

partenaires réalisent eux aussi des profits considérables. Même les pauses-rafraîchissements deviennent une mine d'or : chaque publicité de 30 secondes coûterait environ 500 000 dollars américains. Au total, la valeur générée par cette édition atteindrait environ 83 milliards de dollars selon certains analystes.

Une véritable armée de requins capitalistes gravite autour du ballon rond. Le problème réside dans le fait que le football, comme les autres sports, est soumis à la logique du profit. Sous le capitalisme, même les loisirs et les émotions des supporters deviennent une marchandise et une source d'enrichissement pour une minorité.

Dans une société débarrassée de la domination de l'argent, le football pourrait rester cette formidable fête populaire qu'il est déjà, mais sans la corruption, les affaires mafieuses et la dictature de groupes capitalistes.